



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
et de l'appui territorial**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° IC-22-100 imposant des prescriptions techniques  
complémentaires à la Société PROLOGIS France LXXI à VÉMARS**

**LE PRÉFET DU VAL-D'OISE**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles R.181-45 à R.181-49 ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 16 septembre 2022 nommant Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°11552 du 16 septembre 2013 autorisant la société PROLOGIS France LXXI à exploiter l'entrepôt DC2, Parc d'activités de la Porte de Vémars à VÉMARS ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°11792 du 3 mars 2014 imposant des prescriptions techniques complémentaires ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 22-135 du 19 septembre 2022 donnant délégation de signature à Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance du 4 mars 2015 complété le 24 août 2022 relatif aux conditions d'exploitation de l'entrepôt DC2 à VÉMARS ;

**Vu** la demande de bénéfice des droits acquis transmise par l'exploitant par courrier du 18 août 2021 ;

**Vu** le rapport du 10 octobre 2016 et la note du 1<sup>er</sup> septembre 2022 de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France -Unité départementale du Val-d'Oise ;

**Vu** la lettre préfectorale du 7 décembre 2022 adressant le projet d'arrêté préfectoral à la société PROLOGIS France LXXI et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

**Considérant** que ce délai s'est écoulé sans observation de la part de l'exploitant ;

**Considérant** que les modifications présentées par la société PROLOGIS France LXXI dans son porter à connaissance sont notables mais non substantielles ;

**Considérant** qu'il convient d'acter les dispositions prises par arrêté préfectoral complémentaire ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : Les tableaux de classement de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 11792 du 3 mars 2014 et de l'article 1.2.1 des prescriptions techniques qui y sont annexées, sont remplacés par le tableau suivant, pour l'exploitation de l'entrepôt de la société PROLOGIS France LXXI, Parc d'activités de la Porte de Vémars à VÉMARS :

Rubrique	Désignation de l'activité	Volume de l'activité	Classement
<b>1436 - 1</b>	<b>Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C (stockage ou emploi de)</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t	Capacité de 1000 tonnes (1 250 m³)	<b>A</b>
<b>1510 – 2 -b</b>	<b>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :</b> 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³	Entrepôt d'un volume de 400 000 m³  55 200 tonnes de matières combustibles	<b>E</b>
<b>4331 - 2</b>	<b>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	Stockage maximal de 300 tonnes (375 m³)	<b>A</b>
<b>4330 - 2</b>	<b>Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t	Stockage maximal d'une tonne (1,25 m³)	<b>DC</b>
<b>4320 - 2</b>	<b>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t	Stockage maximal de 90 tonnes	<b>D</b>
<b>2925 - 1</b>	<b>Ateliers de charge d'accumulateurs électriques</b> 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	2 locaux de charge pour une puissance maximale de 325 kW	<b>D</b>

L'installation conserve l'antériorité au titre des rubriques 1530, 1532-2, 2662, 2663-1, 2663-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (à hauteur d'un volume de stockage 55 200 m<sup>3</sup> en 1530 et 1532 et 45 900 m<sup>3</sup> en 2662 et 2663) dans l'hypothèse d'une absence de classement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Article 2 :** Les points III, IV et V de l'article 1.2.3.4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 3 mars 2014 sont modifiées par les prescriptions suivantes :

« III Stockage des produits relevant des rubriques 1436, 4330 et 4331 :

Les produits relevant des rubriques 1436, 4330 et 4331 sont stockés dans les cellules dédiées incluses dans les cellules 4 et 5, à savoir les sous-cellules 4A, 5A et 5B.

La hauteur de stockage des liquides inflammables en récipients mobiles, en rayonnage ou en palettiers, est limitée à 5 m par rapport au sol intérieur. Des produits relevant des rubriques 1510 et 1530 peuvent être stockés au-delà de cette limite, dans les conditions prévues précédemment.

Les produits stockés en vrac sont séparés des autres produits par un espace minimum de 3 m sur le ou les côtés ouverts.

Les produits stockés en masse (notamment en sac, récipient ou palette) forment des îlots limités selon les dimensions suivantes :

- la surface au sol des îlots est au maximum égale à 500 m<sup>2</sup> ;
- la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 mètres ;
- la distance entre deux îlots est au minimum égale à 2 mètres.

Une distance minimale de 1 m est respectée par rapport aux parois de la cellule. Cette distance est portée à 0,3 m pour les stockages en palettiers.

Les récipients mobiles portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

IV Stockage / transit des produits relevant des rubriques 4718, 4320 et 4321

Les produits relevant des rubriques 4718, 4320 et 4321 ne font que transiter sur le site et sont présents uniquement dans les zones de quai du bâtiment au sein des sous-cellules 2bis, 3bis, 4bis et 5bis.

Le temps de transit des palettes d'aérosols est aussi réduit que possible. En tout état de cause, le temps de transit n'excède pas 48 h.

La gestion des produits relevant des rubriques 4718, 4320 et 4321 au sein des sous-cellules 2bis, 3bis, 4bis et 5bis respecte les dispositions du paragraphe V du présent article, en particulier celles relatives à la gestion des produits en transit au sein des zones de quais.

Le déconditionnement des palettes d'aérosols est interdit sauf dans le cas de gestion de palettes défectueuses.

Les palettes de produits aérosols sont manipulées avec des chariots munis de fourches inox et équipées de chaînes antistatiques.

V. Dispositions complémentaires concernant les stockages et les zones de quais/transit

- Hauteur des stockages

Dans tous les cas, le point le plus haut des stockages se situe à une distance compatible avec les exigences du fonctionnement des dispositifs de détection et d'extinction. Cette distance ne peut en tout état de cause être inférieure à 1 m.

- Étiquetage des produits

Les récipients mobiles portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

- Transit dans les zones de quai (sous-cellules 2bis, 3bis, 4bis, 5bis)

Tous les types de produits relevant des rubriques de classement mentionnées à l'article 1.2.1 sont susceptibles d'être présents au sein des sous-cellules 2bis, 3bis, 4bis et 5bis.

Les produits en transit dans ces sous-cellules sont disposés en masse en palettes dans des travées d'expéditions et de réception selon les modalités ci-dessous :

- chaque travée comporte au maximum 35 palettes réparties sur deux hauteurs ;
- la hauteur de stockage des palettes n'excède pas 2,4 mètres par rapport au sol intérieur, ce qui correspond à une hauteur équivalente à deux palettes.

Une distance minimale de 1 m est respectée par rapport aux parois des sous-cellules.

Le nombre de palettes en transit dans chacune des sous-cellules n'excède pas 800. Des espaces et allées de circulation suffisants en nombre et en taille permettent la circulation des engins et la manutention des palettes sans choc.

Les travées d'expéditions et de réception sont identifiées et matérialisées au sol ainsi que les allées de circulation des engins.

Le nombre, l'affectation et la localisation des palettes sont enregistrés et suivis en temps réel via l'inventaire des stocks et des produits tel que prescrit à l'article 7.2.1 du présent arrêté. »

**Article 3 :** Les prescriptions de l'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2014 sont modifiées par les prescriptions suivantes :

« L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et, le cas échéant, en émulseur, nécessaires notamment à la lutte contre les incendies définis à l'article 7.5.1.1 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies.

L'exploitant peut avoir recours à des protocoles ou conventions de droit privé et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre.

Les pomperies, réserves d'émulseur et points de raccordement de moyens de pompage mobiles aux ressources en eau sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m<sup>2</sup> identifiées dans l'étude de dangers ou installées dans un sécuritainers dont les panneaux sont classifiés selon la norme EN 13501-1 « non propagateur de flammes ».

Les moyens de lutte contre l'incendie au sein de l'installation sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. Ils sont conçus, installés, entretenus et vérifiés régulièrement conformément aux normes et référentiels en vigueur. Ils sont en adéquation avec les produits susceptibles d'être stockés.

Avant la mise en service de l'entrepôt puis à l'occasion de toute modification du système d'extinction automatique ou des dispositifs de protection incendie par mousse, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une attestation de conformité de ces dispositifs de lutte contre l'incendie aux normes et référentiels en vigueur. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques (dimensionnement) concernant les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. »

**Article 4 :** Les alinéas 8 à 11 de l'article 7.5.2.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 3 mars 2014 sont modifiés par les prescriptions suivantes :

« d'un dispositif d'extinction automatique de type ESFR au sein de l'ensemble des locaux du site, approprié aux stockages, conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur.

En particulier, au sein de chaque cellule de stockage de liquides inflammables est mis en place un système d'extinction automatique d'incendie répondant aux exigences fixées dans le chapitre 7 de la norme NF EN 13565-2 (version de juillet 2009), ou présentant une efficacité équivalente permettant d'éteindre tout type d'incendie susceptible de s'y produire.

Le dispositif d'extinction automatique est conçu pour pouvoir se déclencher précocement suite au départ d'un incendie. Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est réalisé selon une méthodologie définie par l'exploitant et dûment explicitée. Le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place est précisé à l'inspection préalablement à la mise en service de l'entrepôt.

Son déclenchement actionne immédiatement une alarme transmise à l'exploitant. Deux réservoirs d'eau d'au moins 600 m<sup>3</sup> unitaires (dont un de secours) situés sur le site de l'entrepôt voisin au Nord alimentent le système d'extinction automatique. Dans la situation où les exploitants des deux entrepôts sont différents et n'appartiennent pas à un même groupe, un document de type convention est élaboré entre les exploitants susceptibles d'utiliser ces deux réservoirs et définit les responsabilités de chaque exploitant, les opérations d'entretien et assure l'accès et la disponibilité, en permanence, des réserves d'eau.

**Article 5 :** Les prescriptions des points II et III de l'article 7.5.2.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 3 mars 2014 sont modifiées par les prescriptions suivantes :

**« II. Moyens complémentaires pour les stockages de liquides inflammables susceptibles de faire des feux de nappe**

En complément de l'installation d'extinction automatique par sprinklage, les stockages de liquides inflammables susceptibles de faire des feux de nappe sont couverts par une protection incendie par mousse dont le dimensionnement est justifié à l'inspection des installations classées préalablement à la mise en service de l'entrepôt.

Cette installation est notamment composée de :

- une unité de stockage et de dosage d'émulseur installée dans un sécuritainers dont les panneaux sont classifiés selon la norme EN 13501-1 « non propagateur de flammes » ;
- générateurs de mousse installés au 2ème niveau des racks de stockage de liquides inflammables susceptibles de faire des feux de nappe et en partie haute de chaque extrémité où se trouve le caniveau de collecte des liquides inflammables au sein de la cellule.

La détection incendie déclenche de façon automatique la fermeture des portes coupe-feu de la cellule et le fonctionnement simultané du réseau de sprinklage et des générateurs de mousse de la zone de la cellule dans laquelle a été détecté l'incendie. Une commande manuelle est également prévue pour le déclenchement des générateurs de mousse.

Le dimensionnement de l'installation de protection incendie par mousse (nombre et débit des générateurs de mousse) est déterminé de façon à permettre la génération de mousse pendant 20 minutes pour former un tapis de mousse dans la zone au sein de laquelle a été détecté l'incendie en tenant compte du fonctionnement simultané du système d'extinction automatique par sprinklage.

Des zones de collecte de 500 m<sup>2</sup> maximum sont créées par la mise en place d'un platelage vertical afin de contenir la mousse générée dans les zones correspondantes et afin de diriger les éventuels déversements de produits vers un caniveau de collecte puis vers le bassin de rétention déporté d'un volume de 320 m<sup>3</sup> situé à l'extérieur.

### III. Moyens complémentaires au sein des cellules de transit d'aérosols 2bis, 3bis, 4 bis et 5bis

En complément de l'installation d'extinction automatique par sprinklage, les cellules de transit d'aérosols 2bis, 3bis, 4bis et 5bis sont dotées d'une protection incendie par mousse dont le dimensionnement est justifié à l'inspection des installations classées préalablement à la mise en service de l'entrepôt.

Cette installation est notamment composée de :

- une unité de stockage et de dosage d'émulseur installée dans un local coupe-feu 2h positionné dans la sous-cellule 5bis
- générateurs de mousse haut foisonnement.

La détection incendie déclenche de façon automatique la fermeture des portes coupe-feu de la cellule, le fonctionnement du système d'extinction automatique par sprinklage et l'ouverture de la vanne déluge du réseau de protection mousse après une temporisation pour permettre l'évacuation des personnes à l'extérieur. Une commande manuelle est également prévue pour le déclenchement des générateurs de mousse.

Le dimensionnement de l'installation de protection incendie par mousse (nombre et débit des générateurs de mousse) est déterminé de façon à permettre la génération de mousse sur une hauteur de 3 mètres en 3 minutes dans la cellule dans laquelle a été détectée un incendie en tenant compte du fonctionnement simultané du système d'extinction automatique par sprinklage. »

**Article 6 :** Les prescriptions de l'article 7.7.5 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2014 sont modifiées par les prescriptions suivantes :

« Un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant et au système de gardiennage est mis en place dans les différentes cellules, les locaux techniques et les bureaux à proximité des cellules de stockage.

Ce dispositif actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment et le compartimentage de la ou des cellules sinistrées dans le cas d'un système centralisé. En l'absence de système centralisé, le compartimentage est actionné par un système indépendant de type détecteur autonome déclencheur.

Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.

Pour les stockages de liquides inflammables susceptibles de faire des feux de nappe et au sein des cellules de transit d'aérosols (cellules 2bis, 3bis, 4bis et 5bis), deux dispositifs de détection incendie indépendants l'un par rapport à l'autre sont mis en œuvre dont l'un peut être assuré par le système de sprinklage. Ces dispositifs déclenchent de façon automatique le fonctionnement simultané du réseau de sprinklage et des générateurs de mousse dont les caractéristiques sont précisées à l'article 7.5.2.2 du présent arrêté.

Les dispositifs de détection automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. Les comptes-rendus des vérifications de maintenance et des tests sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. »

**Article 7 :** En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 8 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de VÉMARS et peut y être consultée,

•un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de VÉMARS pendant une durée minimum d'un mois ; le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Val-d'Oise,

•le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de quatre mois.

**Article 9 :** Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95 027 – Cergy-Pontoise Cedex :

•par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,

•par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

– l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

– la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

**Article 10 :** La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de VÉMARS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le

22 DEC. 2022

Le préfet,

Pour le Préfet,  
La secrétaire générale

Laetitia CESARI-GIORDANI

